

## **Les yeux grands fermés**

**Les forces armées néo-zélandaises (la Force de Défense de Nouvelle-Zélande – FDNZ) basées en Afghanistan sont fières de leurs états de service. On a entendu beaucoup de louanges pour leur participation aux efforts de reconstruction dans la province de Bamiyan. Leurs soldats SAS sont admirés pour leurs compétences et leur bravoure. Mais, depuis leur tout premier déploiement en 2001, et encore aujourd’hui, les SAS ont été contraints de devenir complices d’abus qui portent atteinte aux droits de l’homme. Ils n’ont pas choisi de le faire, et il est naturel de penser qu’ils n’aiment pas cela. Au Canada et au Danemark, la même situation s’est traduite par des poursuites judiciaires, et cela pourrait bien se produire ici aussi. C’est une histoire que nos dirigeants politiques et militaires – dont le Gouverneur général désigné Jerry Mateparae – ne veulent pas voir révélée.**

**Fin 2001, lorsque le gouvernement néo-zélandais a décidé d’envoyer des troupes en Afghanistan au nom de la toute nouvelle «guerre contre la terreur», les militaires ont préparé une série de règles qui visaient à définir ce que les soldats pouvaient et ne pouvaient pas faire. Parmi ces règles, on trouve un document intitulé : Règles applicables à toute personne détenue de quelle que manière que ce soit par la Force de Défense de Nouvelle-Zélande.**

**Ce document stipule :**

**« S’il est exigé du personnel de la FDNZ, sur les ordres des forces armées ou des autorités d’un autre état, qu’ils remettent des prisonniers de guerre... des internés ou des détenus capturés par leurs soins, l’officier supérieur national de la FDNZ doit s’assurer que la détention ou l’internement sera effectué humainement et selon les lois du Droit des conflits armés en vigueur. » Ces règles ont été adoptées et sont toujours en vigueur.**

**Les conventions de Genève, dont la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis et l’Afghanistan sont signataires, font partie du Droit des conflits armés. L’article 3 commun interdit la torture et tout traitement dégradant envers les prisonniers. Les conventions précisent aussi que tout pays qui transfère des prisonniers aux autorités d’un autre pays doit « s’assurer » que le pays qui reçoit ces prisonniers est « disposé et capable » de respecter ces conventions. Depuis 2001, il est exigé des SAS (New Zealand Special Air Service), en réalité, d’ignorer ces règles. Cela a conduit à la torture de civils innocents, a permis aux Talibans de renforcer leur soutien en Afghanistan, et expose les soldats de la Nouvelle-Zélande à des poursuites judiciaires. Chacun des gouvernements en place dans notre pays depuis cette date nie ces faits.**

### **1 Le raid sur Band-e-Timor**

**ILS ONT LANCÉ LEUR ATTAQUE** aux premières heures du jour, après les prières qui précèdent l’aube mais juste avant que le soleil n’illumine les rues poussiéreuses et les murs en boue séchée des maisons de Band-e-Timor. Des explosifs ont secoué l’air alors que des soldats lourdement armés arrivaient de toute part dans l’enceinte et se dirigeaient vers leurs cibles, guidés dans l’obscurité par la lueur verte de leurs lunettes de combat de nuit.

Akhtar Mohammad, 18 ans, était en train de préparer le thé pour les invités de Haji Bergert Khan, 70 ans, le chef du village et leader de la tribu Ishaqzai, lorsque

son jeune frère est entré en trombe et a crié : « les Américains sont là ! ». Akhtar Mohammad, garde du corps de Bergert Khan, n'a pas pris le temps de réfléchir : il a saisi son arme, un AK-47 soviétique, et est sorti en courant pour trouver son patron.

« Quand les Américains sont arrivés, ils se tenaient sur les toits de toutes les maisons » m'a confié Akhtar Mohammad lors d'une interview en février. « Ils sont passés par-dessus le mur de l'enceinte de Haji Bergert et ils ont aussi détruit le portillon. Ils l'ont fait sauter. »

Les soldats américains étaient de la 101<sup>e</sup> Division Airborne de l'armée américaine, une unité d'infanterie qui a figuré dans la série télé Band of Brothers est qui est aussi connue sous le nom de Screaming Eagles. À leurs côtés se tenaient les commandos canadiens de l'unité des forces d'élite Joint Task Force 2 (JTF-2).

Ce raid a eu lieu le 24 mai 2002. Bien qu'on en ait parlé dans la presse internationale, personne n'a jamais publiquement identifié le fait que le raid a été mené par les Néo-zélandais. Les commandos en charge de la mission, ceux qui ont pénétré l'enceinte à l'aide d'explosifs, faisaient partie des forces d'élite néo-zélandaises SAS.

Les soldats ont pris pour cibles trois larges enceintes, et ont passé au crible chaque pièce de chaque maison en utilisant parfois des grenades flashbang pour étourdir les occupants et décourager toute résistance.

Cinquante-cinq villageois, tous des hommes, ont été faits prisonniers. Le plus âgé était un septuagénaire, le plus jeune avait 12 ans et s'appelait Baran Khan. Les SAS m'ont dit qu'ils les avaient presque tous emmenés ; les Canadiens n'en ont pris que quatre.

Les soldats n'ont rencontré que peu de résistance de la part de ces hommes, et les ont arrêtés selon les procédures apprises au cours de leur formation. « Nous avons été fermes, mais justes » a déclaré l'un d'entre eux. « On les a plaqués au sol afin qu'ils ne constituent aucune menace et les avons fouillés pour s'assurer qu'ils ne portaient pas d'armes. » Les prisonniers afghans ont ensuite été menottés à l'aide de câble plastique souple et ont eu les yeux bandés.

Contrairement aux hommes, les femmes du village furent « extrêmement agressives », selon un des soldats. « Elles criaient et hurlaient sans cesse. Ça a été plutôt choquant pour nos gars. » Une d'elles a saisi une arme et l'a pointée vers les intrus avant d'être immobilisée dans un coin de mur et désarmée.

BERGERT KHAN, qui était à la maison de son invité, revenait vers sa maison avec le père de Akhtar Mohammad, Haji Toor Khan, lui aussi âgé de 70 ans. Akhtar Mohammad se tenait tout près derrière eux : « Quand l'attaque a commencé Haji Bergert m'a dit : 'Ne tire que s'ils font quelque chose.' » Il insiste sur le fait que les soldats ont tiré les premiers.

Il explique : « Nous craignons qu'ils ne tuent Haji Bergert, alors quand les Américains ont commencé à lui tirer dessus, j'ai riposté. »

Une pluie de balles s'est abattue sur eux. Haji Toor Khan a été touché en premier, à la poitrine, l'épaule et dans les deux jambes. Quelques secondes plus tard, Bergert Khan a été touché à la tête. À court de munitions et un hélicoptère à ses trousses, Akhtar Mohammad a jeté son arme au sol et fut immédiatement plaqué par deux commandos ; l'un d'eux lui a déclaré qu'il était américain, l'autre portait « un uniforme différent ». Ils l'ont menotté, lui ont bandé les yeux et il a été frappé à plusieurs reprises.

Alors qu'on emportait Akhtar Mohammad, son père, Haji Toor Khan, agonisait. Sa famille ne l'a récupéré qu'après le départ des soldats, mais ils étaient trop

effrayés pour quitter le village et chercher des soins. Il est resté blessé et agonisant à sa maison pendant 24 heures avant d'être emmené le lendemain matin à l'hôpital Mirwais de Kandahar. « Mon père est décédé à la mi-journée, » annonce froidement Akhtar Mohammad, la voix dénuée de chagrin et sans apitoiement.

Les commandos canadiens qui ont participé au raid déclarent que Bergert Khan, le chef du village, est décédé pendant sa détention par les Américains. Ils ont affirmé à leurs supérieurs qu'il était vivant quand ils ont quitté l'enceinte, et les documents militaires canadiens indiquent qu'il est décédé après qu'un soldat américain l'a frappé à la tête avec la crosse de son fusil.

La plus jeune victime du raid est une petite fille qui s'appelait Zharghuna et qui s'est enfuie de peur. La famille de l'enfant a raconté à un reporter du Times qui s'est rendu à Band-e-Timor après l'attaque, qu'à moitié endormie et dans l'obscurité, elle avait trébuché et était tombée dans un puits.

« Son père l'a découverte plus tard, écrit le reporter, le corps brisé, humide et sans vie. » La mère de Zharghuna a confié au reporter que la petite fille avait six ans.

## **2 Ce qu'il est advenu des prisonniers**

LES DÉTENUS ont été placés au milieu d'une des enceintes et surveillés par les SAS en attendant le lever du jour et le retour des hélicoptères de transport américains. Un des soldats raconte qu'il a donné du chocolat à plusieurs prisonniers afghans.

Les SAS n'ont pas relevé les noms des détenus. Chacun d'entre eux s'est vu attribuer une carte numérotée de prisonnier de guerre fixée à leur vêtement ainsi qu'un sac avec un numéro correspondant contenant des documents et autres objets dignes d'intérêt, comme un téléphone portable par exemple. Quand les hélicoptères sont arrivés, les détenus ont été escortés jusqu'à la zone de décollage et embarqués. À la base aérienne de Kandahar, les Afghans, toujours menottés et les yeux bandés, ont été remis aux soldats américains afin d'être transférés au centre de détention américain le plus proche. « Et c'est là la dernière qu'on les a vus », affirme un soldat des SAS.

Un des détenus, Mohammad Wali, 50 ans, déclare qu'il était terrifié de ne pas pouvoir voir. « Quand ils nous ont emmenés vers l'hélicoptère, leurs chiens nous aboyaient dessus, nous reniflaient et nous touchaient. »

Abdul Wahid, 30 ans, raconte que les Américains l'ont forcé à s'asseoir les jambes liées et les mains attachées très fermement à un morceau de bois. C'était tellement douloureux qu'il a perdu connaissance. « Plus tard, ils nous ont emmenés dans une autre pièce et ont déchiré tous nos vêtements. Puis ils nous ont emmenés dans une autre zone où d'autres Américains étaient assis et ils nous ont fait marcher nus devant eux. »

Les vêtements de Mohammad Wali ont été découpés avec des ciseaux et on l'a forcé à parader avec les autres. « D'après ma culture et ma religion, explique t-il, je ne dois dévoiler aucune partie intime de mon corps, mais les Américains nous ont déshabillés et nous ont forcé à rester comme ça. »

Abdul Wahid: « Quand ils nous faisaient marcher nus devant tous ces Américains, je priais mon Dieu de me laisser mourir. Si quelqu'un m'avait proposé un comprimé empoisonné pour 100 000 dollars, je l'aurais acheté. »

Akhtar Mohammad: « Ils nous ont sévèrement frappés en prison. Ils nous ont coupé les cheveux, nous ont rasé la barbe et la moustache. »

Mohammad Wali déclare qu'ils lui ont même rasé les sourcils.

Il y avait 17 détenus dans la cellule de Abdul Wahid, et ils ont été emmenés l'un après l'autre pour être interrogés. « Quel que soit celui qu'ils emmenaient, ils l'attrapaient par le cou et le forçaient à courir sur les genoux, » affirme t-il. Les gardes obligeaient les autres détenus à se tenir dans des positions de tension forcée en attendant leur tour.

« Ils ne nous laissaient pas dormir, et ne nous nourrissaient presque pas, juste un petit morceau de pain et un œuf, » explique Akhtar Mohammad.

Selon Malalai Ishaqzai, une ancienne députée de Kandahar à qui j'ai parlé en mai dernier, un des fils de Bergert Khan, Haji Mohammad Sadiq, « a été frappé jusqu'à ce qu'il soit estropié. Il a été longuement torturé, et il ne pouvait plus bouger ni les mains, ni les jambes. » Ishaqzai m'a raconté qu'à sa libération, Mohammad Sadiq a été soigné au Pakistan et qu'il est désormais dans une chaise roulante.

Abdul Wahid déclare qu'il a été frappé lui aussi, mais il trouve que le traumatisme psychologique était bien pire. « On ne savait pas ce qui se passait. On ne savait pas où on était, ou quand le soleil se levait ou se couchait. Pendant sept jours nous n'avons pas pu savoir ce qui se passait dans notre village. »

CE QUI S'EST PASSÉ au village a été un véritable soulèvement. « Toutes les femmes sont devenues folles », raconte Izzatullah, un officier de sécurité posté au village après le raid. « Tout le monde pleurait, jour et nuit. »

Noorallah, un policier de Kandahar, déclare qu'une délégation de villageois furieux est venue en ville le lendemain. « Ils ont commencé par maudire tout le monde. Ils ont demandé au gouverneur et au chef de la police 'Qu'est-ce que vous faites vous ? Pourquoi vous ne nous aidez pas ? Les Américains sont venus au village et ont frappé les femmes, les enfants et les hommes. Ils ont tué notre chef et ont tiré sur tout.' »

Khan Mohammad, le chef de la police de Kandahar raconte qu'un grand nombre d'entre eux voulait attaquer les Américains. « On leur a dit : 'Ne faites pas ça, calmez-vous.' Je vais demander aux Américains pourquoi ils ont fait ça et je reviendrai vers vous pour vous rendre compte. » Certains des habitants se sont rendus à la base militaire américaine de l'aéroport de Kandahar, à 16 km au sud-est de la ville, là où les prisonniers étaient détenus. « Tout ce monde se tenait devant l'aéroport, raconte Noorallah, tous ceux de la tribu Ishaqzai ainsi que des habitants de Kandahar. Tout le monde hurlait. Tout le monde était furieux. »

Le gouverneur, Gul Agha Sherzai, et Khan Mohammad s'entretenaient pendant ce temps avec les militaires américains qui leur ont expliqué que certains de ces hommes étaient peut-être des Talibans.

Il est de notoriété publique que la situation politique en Afghanistan est très complexe : les tribus et leurs chefs changent souvent de bord, parfois par pur opportunisme, parfois par nécessité. D'après de nombreux dires, Bergert Khan a soutenu un certain nombre de groupes différents tout au long des années, dont les Talibans.

Khan Mohammad, le chef de la police, ne croit pas que Bergert Khan était encore impliqué avec les Talibans. « Il restait assis chez lui, en paix, » déclare t-il.

Izzatullah, l'officier de sécurité, partage cet avis et affirme : « Il n'y avait pas de Talibans à cette époque. »

Le jeune garde du corps Akhtar Mohammad a répété cela à Gul Agha Sherzai quand le gouverneur est venu rendre visite aux hommes au centre de détention. « Il m'a dit : 'Je vais vous relâcher maintenant. Ne rejoignez pas les Talibans.' Nous lui avons répondu : 'Nous ne sommes pas des Talibans.' »

En fait, d'après tous les villageois à qui j'ai parlé, à cette époque ils soutenaient l'administration du Président Hamid Karzai mise en place par les Américains. « On était du côté du gouvernement, déclare Mohammad Wali, et ils nous ont arrêtés pour rien. Des gens ont été tués. Des maisons ont été saccagées. On nous a emmenés sans raison et sans preuve. »

Non pas que les preuves soient d'un quelconque intérêt pour les Américains. Personne n'a relevé les noms des détenus, et après les avoir rasés il a été difficile de procéder à une identification visuelle. Et tous les effets personnels que les SAS avaient scrupuleusement mis en sacs et numérotés ont été jetés en un seul tas par les soldats américains.

Le jeudi 30 mai, sept jours après leur arrestation, 50 des 55 détenus furent relâchés du centre de détention américain et embarqués à bord de deux hélicoptères Chinook pour être amenés à Kandahar. L'Associated Press rapportait le lendemain que des milliers de personnes étaient présentes pour les accueillir.

« Si nous avons commis un quelconque délit, qu'ils nous punissent », avait hurlé un des détenus libérés à bord du convoi qui le ramenait vers son village. « Si nous sommes innocents, nous nous vengerons de cette insulte. »

BAND-E-TIMOR (parfois écrit Band-Taimore) se trouve au sud de la province d'Helmand, à 80km à l'ouest de Kandahar. La nouvelle de la mort de Bergert Khan, de la torture de son fils et des abus commis envers plusieurs détenus, s'est répandue rapidement parmi les tribus pachtounes de la région, de chaque côté de la frontière du Pakistan. « Bien évidemment, si vous assassinez un chef de tribu, si vous estropiez son fils et rasez la tête et la barbe des hommes de son peuple, ça n'est pas bon du tout, » déclare tout bonnement Izzatullah, l'officier de sécurité.

Les ecclésiastiques musulmans de la ville pakistanaise voisine de Quetta ont réclamé des châtiments. D'autres missions menées par la « coalition » américaine s'étaient aussi soldées à cette époque par des morts et des allégations graves d'abus, et le raid sur Band-e-Timor n'a fait qu'ajouter de l'huile sur le feu. Un reporter d'AP écrivait à l'époque qu'un « certain ressentiment était palpable. »

Il existe deux sortes de Talibans, explique Malalai Ishaqzai, l'ancienne députée : « Certains sont 'talibans' parce qu'ils ont été maltraités et prennent alors les armes et se battent. Je peux vous affirmer que la plupart des membres de la tribu Ishaqzai sont maintenant à Gerand Jangel [une ville du Pakistan] et ont pris les armes. »

Aucun d'eux n'était taliban avant le raid, réitère Izzatullah. Après le raid, ils se sont radicalisés. « Ils disaient : 'Ce que ces soldats nous ont fait est inacceptable.' Maintenant, ils ont choisi un autre mode vie, animé par la haine, parce qu'ils ont été brutalisés. »

Aujourd'hui, Band-e-Timor est en grande partie abandonné, et sert souvent de lieu de combat entre les forces américaines et les habitants de la région.

Pourquoi ce raid a-t-il eu lieu ? Un officier SAS m'a affirmé qu'ils cherchaient une « cible à fort capital » : Mullah Akhtar Osmani, le trésorier des Talibans et probable successeur du leader taliban Mullah Omar. Les services secrets américains avaient suggéré qu'il se trouvait là-bas. Il n'y était pas. Les services secrets avaient tort.

### **3 Ce que les SAS ont pensé de tout cela**

CELA N'A PAS PRIS LONGTEMPS aux SAS basés à Kandahar d'apprendre ce qui venait de se passer au centre de détention. « Notre plus gros problème [au début] a été que les prisonniers avaient été déshabillés, obligés de revêtir des uniformes et qu'on leur avait rasé la tête et la barbe. », déclare un sous-officier. « Les gardes n'ont pas suivi les procédures standard d'opération [PSO]. »

Il explique que les soldats SAS s'étaient bien assurés de localiser, protéger et transférer les suspects. Ils ont pensé que les noms et autres informations exigées des prisonniers comme le prévoient les conventions de Genève seraient relevés par les Américains une fois à Kandahar et, surtout, qu'ils ne maltraiteraient pas les prisonniers.

« Cette opération a déclenché pas mal de protestations », ajoute un soldat SAS. Il pense que déshabiller les prisonniers et les raser était totalement « inutile » et « dégradant ».

Cela a aussi rendu toute confirmation des identités des prisonniers plus difficile et donc a empêché d'établir s'ils étaient vraiment suspects. Ce qui signifie que ces hommes ont été détenus bien plus longtemps que nécessaire. Ils ont été nombreux à être embarqués durant cette opération et « bon nombre d'entre eux n'auraient jamais dû être traités comme des prisonniers. »

Un officier SAS affirme qu'un contrôle effectué au préalable aurait permis d'éviter cela. « Nous savions parfaitement qu'il y avait de jeunes garçons et des hommes âgés qui n'auraient jamais dû être détenus. » Au lieu de cela, ils ont été retenus pendant une semaine et « à ce stade-là, beaucoup de ces gens en avaient vraiment ras-le-bol. »

Comme l'a fait remarquer un autre soldat, tout cela a totalement sapé l'approche amicale et consciencieuse des SAS, et a créé une menace pour leur sécurité ainsi qu'un obstacle au bon déroulement de leur travail.

La philosophie des SAS est de gagner la confiance des habitants, surtout pas de les aliéner et faire qu'ils feront tout pour résister à votre comportement répressif. « C'est simplement le contraire que vous essayez de faire, dit-il. Vous essayez de gagner la confiance de la population locale. »

Il précise qu'il y avait eu des inquiétudes avant le raid sur le fait que certains soldats américains sont des « franc-tireurs », et que le commandant d'escadron, le major Steve, « avait eu beaucoup de mal à s'assurer que les Américains n'outrepasseraient pas leur ordres d'opération. »

« Les gars se sont réunis avec Steve et lui ont dit: 'On n'est pas contents de la manière dont sont traités les prisonniers. On ne tient pas à travailler avec les Américains. »

LE COMMANDANT DES SAS en Afghanistan au moment du raid était le lieutenant-colonel (désormais colonel) Jim Blackwell. Malgré leurs préoccupations, certains des soldats sentaient que Mr Blackwell essayait d'arrondir les angles avec les Américains. « Jim venait nous voir et nous disait : 'Oh, non, cette opération va nous apporter notre lot de gloire.' Je pense que les gens ont réalisé que Jim allait essayer d'amadouer nos soldats », déclare un des membres des SAS.

« Un grand nombre de nos gars ont perdu le respect qu'ils avaient pour lui après ces réunions. »

Le colonel Blackwell essayait de faire face à la situation. Il s'est entretenu avec un commandant de la police militaire américaine au centre de détention, « en expliquant qu'il s'inquiétait de la manière dont les prisonniers étaient traités »,

comme il l'a raconté. Mais il n'a pas insisté à voir les prisonniers et il m'a déclaré que les Américains avaient refusé de le laisser entrer.

Jim Blackwell a catégoriquement nié avoir eu vent à cette époque du traitement infligé aux prisonniers. « Si un seul de nos gars avait vu un prisonnier être maltraité, cela m'aurait été rapporté. J'en aurais été notifié immédiatement. » Ce à quoi il a ajouté : « Et j'aurais fait remonter cette information à ma hiérarchie. »

Il était toutefois suffisamment préoccupé par le traitement infligé par les Américains aux prisonniers pour en faire part lors d'une réunion dans les quartiers des SAS à Kandahar avec les officiers des forces spéciales canadiennes, danoises, allemandes et norvégiennes.

D'après un officier danois présent lors de cette réunion, Jim Blackwell a rapporté que les SAS n'étaient pas contents de la manière dont la surveillance des détenus par les Américains était effectuée. « Ils [les gardes] ont procédé à leur façon... Les SAS ont suivi la procédure avec les prisonniers qu'ils ont ramenés, mais ils ont bien senti que les Américains n'en suivaient aucune. »

Le commando danois précise que Jim Blackwell était gêné par la mauvaise gestion des preuves. Il savait que des innocents étaient capturés pendant les raids, mais qu'ils pouvaient être excusés et relâchés s'ils étaient correctement identifiés et que les preuves étaient gardées intactes.

« Il y avait aussi des inquiétudes à propos des interrogatoires car des rumeurs de mauvais traitements circulaient, » ajoute-t-il. En effet, depuis le début de l'année 2002, les Américains tenaient des audiences en interne à propos d'allégations de violences commises au sein de la prison. Certains soldats américains étaient tout aussi bouleversés que leurs alliés à propos de passages à tabac et autres abus dont ils avaient été les témoins.

Les soldats des SAS auxquels j'ai parlé insistent sur le fait qu'ils traitaient leurs détenus comme il se doit, et pensaient que les Américains en faisaient de même. « Je sais que nous on s'occupait bien d'eux, » déclare un de ces soldats. Cependant il ajoute : « Mais on savait plus ou moins ce qui allait arriver aux prisonniers, les Américains étant ce qu'ils sont. » Il était monté sur un toit pour jeter un œil et m'a dit avoir pu voir des prisonniers vêtus d'une combinaison et la tête rasée : « On aurait dit Guantanamo Bay. »

« Tout ce qu'on avait vu à propos d'Abou Ghraib [la tristement célèbre prison américaine en Irak], je voyais bien comment ça pouvait se produire, » affirme un des soldats. « J'ai perdu énormément de respect pour les Américains durant mon séjour en Afghanistan. On leur bourre tellement le crâne. »

#### **4 Ce que le gouvernement a fait**

EN MAI 2002, juste deux semaines avant le raid, l'ancien soldat SAS Jerry Mateparae est devenu chef des forces armées. Tout comme d'autres officiers supérieurs de la FDNZ, dont le chef de la force de défense, le général de corps aérien Bruce Ferguson, il était régulièrement et parfaitement informé sur le travail des SAS en Afghanistan. À tour de rôle, les deux hommes ont assisté aussi à des réunions avec le gouvernement travailliste du premier ministre Helen Clark.

Mme Clark est bien connue pour son engagement pour le respect des droits de l'homme. Elle a même soutenu le lancement d'une campagne visant à éradiquer la torture 'Campaign to Stamp out Torture'. Le 18 octobre 2000, elle se tenait sur les marches du parlement et promettait : « Moi, Helen Clark, premier ministre, affirme ici

même que le gouvernement de la Nouvelle-Zélande ne tolère pas la torture dans notre pays et s'engage à travailler afin d'éradiquer cette pratique partout ailleurs. »

Cette promesse a été mise à l'épreuve à peine plus d'un an plus tard lorsque la Nouvelle-Zélande a engagé les SAS à rejoindre la « guerre contre le terrorisme » menée par les Américains en Afghanistan.

Guantanamo Bay, le centre de détention américain sur l'île de Cuba, a rapidement fait la une des journaux. Les prisonniers afghans détenus là-bas étaient traités très durement et risquaient un emprisonnement d'une durée indéterminée ou une possible exécution sans être jugés par un tribunal juridiquement reconnu. George Bush, le président américain, a déclaré que les conventions de Genève ne s'appliquaient pas aux Talibans ou aux suspects du réseau Al-Qaïda, car ces hommes étaient des « combattants illégaux », pas des prisonniers de guerre.

En réponse à cette déclaration, le directeur des services juridiques de la FDNZ, Kevin Riordan, a précisé à la FDNZ qu'il n'appartenait pas au président des États-Unis de décider qui était un prisonnier de guerre ou non, et qu'une telle décision devait être prise par un tribunal compétent.

Mr Riordan a proposé que la Nouvelle-Zélande vérifie la manière dont d'autres pays de la Coalition traitaient cette question de la détention des prisonniers avant de décider comment répondre à ses obligations relevant des conventions de Genève.

J'ai également eu l'opportunité de voir des documents qui montrent que la FDNZ savait que les SAS allaient devoir détenir des prisonniers qui pourraient être remis aux forces américaines, et donc pouvaient être envoyés à Guantanamo Bay.

Cela a longuement été discuté en interne, même après que les SAS sont entrés en fonction en Afghanistan.

Le 23 janvier 2002, Mme Clark a annoncé qu'elle avait « reçu des garanties » du gouvernement britannique que les prisonniers talibans et du réseau Al-Qaïda étaient traités humainement.

Mais elle a reconnu qu'il existait des divergences sur le fait que les détenus étaient considérés comme prisonniers de guerre ou comme combattants illégaux. « Ce que la loi prévoit dans un tel cas n'est pas tout à fait clair », avait-elle déclaré.

Mme Clark, qui avait personnellement signé le règlement sur l'engagement des SAS et était réputée pour son penchant pour la micro-gestion, a déclaré qu'elle « ne souhaitait pas faire de jugements à l'emporte-pièce sur des sujets » qu'elle n'avait « pas suivis de près. »

Le 26 février, le lieutenant-colonel Larry Maybee, membre du personnel de Mr Riordan, a rédigé un document très développé sur la question, dans lequel il ne prenait pas de gants. Il y déclarait que toute personne détenue avait droit à « un certain nombre de garanties fondamentales », qu'ils soient prisonniers de guerre, combattants illégaux, membres de la résistance, espions ou saboteurs. Ils avaient droit « à être traités avec humanité, et un jugement juste et en bonne forme ne pouvait pas leur être refusé. »

APRÈS LE RAID sur Band-e-Timor, les signaux étaient clairs. Les prisonniers arrêtés par les SAS ont été maltraités par les gardes américains au centre de détention de Kandahar, et cinq de ces hommes n'ont pas été libérés avec les autres. Des officiers supérieurs des SAS m'ont dit qu'ils pensaient qu'au moins trois d'entre eux ont été envoyés à Guantanamo Bay.

John Sifton, l'investigateur de l'organisation Human Rights Watch m'a déclaré en 2008 qu'il avait « du mal à croire » que toute personne basée à Kandahar en 2002, comme les soldats SAS, « puisse ignorer ce qui se passait ».



C'est cependant ce que la FDNZ a toujours déclaré, publiquement tout du moins. Leur version est qu'ils ignoraient tout des mauvais traitements à l'égard des prisonniers afghans avant avril 2004, date à laquelle les horreurs commises à la prison d'Abu Ghraib furent révélées.

« Notre compréhension [en 2002] de la manière dont les autres opéraient était très différente, et par la suite nous avons vu quelques exemples fâcheux du type Abu Ghraib. Ça ne faisait pas partie du paysage », déclarait en 2009 Jerry Mateparae, alors chef de la FDNZ.

En 2009 également, Kevin Riordan affirmait : « En 2002, on n'avait pas du tout eu vent de cela [les informations de mauvais traitements envers les prisonniers]. On a su à partir d'Abu Ghraib. »

Phil Goff, ministre des affaires étrangères en 2002, a aussi affirmé que la vérité n'a été révélée qu'après Abu Ghraib. Dans une interview en 2009, il me disait que la plupart des informations qu'il avait sur l'Afghanistan lui provenaient de médias internationaux comme le New York Times. Il a dû oublier qu'en 2002, le Times et d'autres médias ont publié des articles sur les mauvais traitements infligés aux prisonniers du centre de détention de Kandahar. Bien que ces articles n'aient jamais mentionné la Nouvelle-Zélande, ils rapportaient toutefois des informations sur le raid de Band-e-Timor et ses conséquences sur la population locale.

LE PREMIER DÉPLOIEMENT des SAS s'est terminé en décembre 2002, et le deuxième n'a démarré qu'en février 2004, juste quelques semaines avant que l'affaire Abu Ghraib n'éclate. Mais des histoires circulaient déjà : le 16 janvier, le haut commandement américain annonçait qu'une enquête officielle portant sur des allégations de mauvais traitements envers des détenus irakiens par des soldats américains venait d'être lancée.

Helen Clark était parfaitement tenue au courant. Ses services, le Cabinet du premier ministre et le bureau d'évaluations externes [Prime Minister Cabinet et External Assessments Bureau] avaient des informations sur la question des détenus, tout comme le ministère des Affaires étrangères et du commerce (le MFAT), le ministère de la Défense et la FDNZ. Le 31 mars 2004, des hauts fonctionnaires du MFAT ont rédigé un mémorandum détaillé de sept pages sur le sujet destiné à Mr Goff et au ministre de la défense, avec la recommandation spécifique que le document soit remis au premier ministre.

Une note diplomatique du 21 avril, envoyée de Wellington à l'attention de l'ambassade de Nouvelle-Zélande à Washington, ainsi qu'à plus d'une dizaine de services gouvernementaux et ambassades, stipulait que « la Nouvelle-Zélande a considéré avec beaucoup d'attention la question de la conduite et des procédures à suivre lors de la détention nécessaire d'individus au cours du déploiement des SAS néo-zélandais en Afghanistan. »

Elle relevait également l'importance du « droit international humanitaire et des lois portant sur les droits de l'homme » et soulignait « l'intérêt considérable du public [en Nouvelle-Zélande] sur le traitement de prisonniers détenus par les Américains, particulièrement après la parution du rapport de Human Rights Watch. »

Ce rapport, intitulé « Opération Enduring Freedom: abus perpétrés par les forces américaines en Afghanistan » est daté du 8 mars 2004 et comporte 59 pages. Il présente une large liste d'abus et affirme que les Américains ont « mis en danger les vies des civils afghans, sapé les efforts visant à rétablir l'état de droit en Afghanistan, et instauré le doute quant à leur engagement à respecter les droits de l'homme. »

Le rapport précise : « Pour dire les choses clairement, les États-Unis gèrent leurs centres de détention en Afghanistan en presque totale impunité. »

Parmi les nombreux incidents cités dans le rapport figure un raid mené par « l'armée et les forces spéciales américaines » le 24 mai 2002 dans le village de « Band Taimore », qui a coûté la vie à un chef de tribu et à une petite fille. Cette mention a dû rendre les officiers de la FDNZ très nerveux.

LE DEUXIÈME DÉPLOIEMENT des SAS a pris fin en septembre 2004, et malgré tout, le gouvernement a pris la décision de les engager pour une troisième fois en juin 2005. Ils ne savaient toujours pas ce qu'il était advenu des prisonniers de Band-e-Timor, et il n'existait toujours aucune procédure en place pour s'assurer que les SAS honoreraient les conventions de Genève et leurs propres règles en matière de traitement des détenus.

Pire encore, le gouvernement avait désormais accepté de transférer tous les détenus capturés par l'équipe en charge de la reconstruction de la province de Bamiyan aux autorités afghanes. Être détenu par les Américains n'était peut-être pas une bonne chose mais, comme Kevin Riordan, le responsable juridique de la FDNZ, ne le savait que trop bien, être détenu par les autorités afghanes avait de grandes chances d'être pire. En 2002, à la demande d'Helen Clark, Mr Riordan avait été invité à rejoindre une équipe internationale d'enquêteurs chargés de visiter la tristement célèbre prison de Pul-e-Charki, gérée par les autorités afghanes dans la banlieue est de Kaboul. Il m'a confié plus tard qu'il s'agissait « d'un endroit terrible ».

Il a ajouté : « Quand je serai face au Créateur et qu'il me demandera, 'Kevin, as-tu commis une bonne action dans ta vie ?', je pourrai lui répondre : 'j'ai réussi à faire sortir ces gens de Pul-e-Charki'. »

EN FÉVRIER 2007, Phil Goff, en sa qualité de ministre de la défense, a révélé que les inquiétudes de la Nouvelle-Zélande par rapport au traitement des prisonniers en 2002 étaient telles que Bruce Ferguson, lorsqu'il était chef de la force de défense, avait négocié avec le Comité international de la Croix Rouge. Ce comité, a-t-il déclaré, avait accepté de suivre le cas de tous les prisonniers que la Nouvelle-Zélande avait aidé à capturer.

Le problème, comme le journaliste David Beaton allait finalement découvrir, est que la Croix Rouge n'a aucune trace d'une telle négociation.

Mr Goff a aussi affirmé que la Nouvelle-Zélande « a suivi le cas » des prisonniers transférés en 2002 et « qu'à notre connaissance » aucun d'entre eux était toujours détenu par les Américains.

Cette déclaration est trompeuse. Mr Goff savait, ou aurait dû savoir, que lorsque le cas des prisonniers de Band-e-Timor a été finalement « suivi » en août 2006, les autorités américaines ont répondu à nos représentants que « le niveau d'information que vous nous avez fourni n'était pas vraiment suffisant pour permettre de vérifier si ces personnes capturées et détenues étaient toujours sous la responsabilité des Américains. »

Mais quelle information supplémentaire souhaitaient-ils ? « Idéalement, leurs noms. »

Il y a une logique toute simple derrière tout cela. Si vous n'identifiez pas les prisonniers que vous capturez, il est alors difficile de découvrir ce qui leur arrive par la suite.

IL EST POSSIBLE aujourd'hui de soutenir que le gouvernement de la Nouvelle-Zélande a cherché depuis près de 10 ans à minimiser son implication dans des activités illégales en Afghanistan, tout en travaillant en coulisses à persuader les Américains de suivre le Droit des conflits armés.

Mais un gouvernement soucieux de répondre à ses obligations juridiques aurait pu exiger de la FDNZ de retrouver les survivants du raid de Band-e-Timor afin de les dédommager. Mr Riordan, entre autres, n'a pas nié que cela puisse être le cas, mais déclare qu'il a été trop difficile de retrouver les personnes concernées. Cet argument n'est pas très convaincant car je les ai retrouvés l'an passé, et je ne dispose pas des moyens de la FDNZ.

Un ancien officier supérieur de la FDNZ affirme que le raid de Band-e-Timor est le problème qui l'a le plus dérangé dans sa carrière. « C'est la seule chose qui a pu m'empêcher de dormir. J'espère sincèrement, si nous avons fait quelque chose de mal, que nous allons le reconnaître, en assumer les conséquences et en tirer des leçons », m'a-t-il déclaré.

Un gouvernement sincèrement soucieux de cela aurait insisté sur le respect des règles suivantes: relever le nom des prisonniers et veiller à ce que les prisonniers ne soient pas remis à d'autres forces quand il y avait un risque évident d'abus.

En réalité, après l'épisode de Band-e-Timor, ce qui s'est produit a été totalement différent. Selon la version officielle, les SAS ont tout simplement arrêté de faire des prisonniers. Phil Goff a déclaré en 2007 que ce n'est qu'à deux occasions que quiconque fut détenu par les SAS en Afghanistan (à Band-e-Timor et une autre fois auparavant.)

Il est peu probable que les SAS aient pu mener des missions sans se retrouver en situation de devoir faire des prisonniers. On ne peut pas croire qu'ils aient soit laisser les insurgés s'en aller, soit qu'ils les aient abattus. La seule explication valable est que quelqu'un d'autre participait aux raids menés par les SAS et faisaient des prisonniers à leur place. Les forces américaines, par exemple, ou bien les forces afghanes.

En d'autres termes, il semble que la FDNZ ait souhaité mettre en place une procédure qui lui permettait de remplir ses obligations juridiques en Afghanistan, non pas en garantissant que les prisonniers reçoivent un traitement humain, mais en évitant toute responsabilité si l'un d'eux venait à être maltraité.

Il est clair que tout le monde n'était pas convaincu que cela allait marcher. Larry Maybee, le conseiller juridique de la FDNZ, a écrit en 2002 que « tous les pays impliqués dans la capture et la détention prolongée de prisonniers ont des obligations. Suggérer le contraire reviendrait à permettre à certains états d'abroger leur responsabilité dans le traitement des prisonniers de guerre à certains stades de la détention. » En effet.

## **5 Retour en Afghanistan**

LE 10 AOÛT 2009, après quatre ans d'absence, le premier ministre John Key a annoncé que les SAS reprenaient du service en Afghanistan. Ils allaient, entre autres, aider les Afghans à former leur propre unité de forces spéciales, l'Unité d'Intervention d'Urgence [Crisis Response Unit – CRU].

Il déclarait lors d'une conférence de presse organisée au parlement de Wellington : « Je sais que certains d'entre vous ont soulevé des questions sur la manière dont les SAS allaient s'occuper des détenus, donc voici ma réponse. Si les

SAS doivent détenir des prisonniers, il est très probable qu'ils les remettront directement aux autorités afghanes. »

« Comme la Nouvelle-Zélande, l'Afghanistan est signataire des conventions de Genève. La Nouvelle-Zélande a déjà reçu des garanties du gouvernement afghan que tous les détenus transférés seront traités humainement dans le respect de ces conventions et du droit international. »

En janvier 2010, après la publication de photos montrant un Willie Apiata [NdT : soldat néo-zélandais célèbre ayant reçu la croix de Victoria pour acte de bravoure au feu], barbu et en compagnie de l'un de ses camarades arpentant une rue de Kaboul où une fusillade venait d'avoir lieu, Mr Key a annoncé qu'il y aurait davantage de transparence à propos du déploiement des SAS. « Les Néo-zélandais ont le droit de savoir ce que nos soldats font à l'étranger. »

Jerry Mateparae a déclaré aux journalistes qu'il était « tout à fait à l'aise » avec cette nouvelle politique et a ajouté qu'une récente opération avait permis aux SAS « d'aider » l'unité CRU à appréhender des insurgés suspects.

En mars, cependant, il a rejeté ma requête (déposée en vertu de la loi sur l'information, Official Information Act) visant à obtenir des détails sur le nombre de détenus arrêtés dans les opérations communes SAS-CRU. Il a refusé de dire si ces prisonniers étaient toujours en détention, quelle branche des forces de sécurité afghanes les détenait, et quel était le lieu où ils étaient détenus. Il a prétexté que fournir ces informations pouvait porter préjudice à la sécurité, la défense et les relations internationales de la Nouvelle-Zélande, et mettre quelqu'un en danger.

Il a également contredit sa précédente déclaration dans laquelle il affirmait que les SAS « avaient aidé » à la capture de suspects. Sa nouvelle version était la suivante : « Les membres des SAS se trouvaient sur le lieu où les forces de sécurité afghanes ont arrêté et emprisonné des Afghans ... [mais] les membres des SAS n'ont pas aidé à la capture et l'arrestation de ces gens. »

Je lui ai demandé quelle mesure la FDNZ avait prise afin de vérifier que les suspects que les SAS avaient aidé à arrêter étaient bien traités après leur transfert. Sa réponse fut : « Aucune mesure n'a été prise puisque la FDNZ n'est pas l'autorité de détention. »

Je me suis rendu à Kaboul à la base de l'unité CRU en avril l'année dernière. Le commandant de la CRU, le « Colonel M » m'a affirmé que les SAS étaient « très, très impliqués » dans la détention d'insurgés suspects. À propos d'une récente mission SAS-CRU qui avait mené à la capture de cinq commandos-suicides, il a déclaré : « Je ne peux pas dire que nous avons mené cette mission seuls. Il s'agit d'une collaboration. »

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE, Wayne Mapp, s'est présenté devant le comité parlementaire pour les affaires étrangères, la défense et le commerce, avec Jerry Mateparae à ses côtés.

À cette époque, d'après la FDNZ, les SAS s'étaient « trouvés sur les lieux » où des insurgés suspects avaient été arrêtés à 22 reprises. Mr Mapp a affirmé au comité que l'unité afghane CRU avait été à chaque occasion l'autorité de détention. Il a mentionné l'existence d'une convention de « non-torture » entre la Nouvelle-Zélande et l'Afghanistan et a assuré au comité que la FDNZ prenait très au sérieux ses responsabilités au niveau du droit international.

Il a également présenté « la justification Croix Rouge » dont Phil Goff avait déjà parlé en 2007. Mr Mapp a déclaré au comité que même si les SAS n'étaient pas l'autorité de détention, les soldats avaient relevé les noms de tous les détenus

capturés lors d'opérations conjointes SAS-CRU et les avaient transmis à la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS). Il s'agit du nom donné à la coalition militaire menée par les Américains en Afghanistan. À son tour, Mr Mapp a affirmé que la FIAS avait mis les noms à la disposition de la Croix Rouge.

Keith Locke, député des Verts, lui a demandé si le gouvernement avait ensuite suivi ces cas. Mr Mapp lui a répondu : « Nous n'avons reçu aucune plainte de la Croix Rouge. » Mr Locke a alors demandé comment ils pouvaient être confiants que les prisonniers avaient été bien traités sans avoir suivi ces cas. « Parce que la Croix Rouge nous l'aurait dit », a répondu Mapp.

En réalité, son propre règlement interdit à la Croix Rouge de divulguer de telles informations au gouvernement néo-zélandais. Mr Mapp, qui a déclaré au comité qu'il était un expert en droit international, savait ou aurait dû savoir que la seule autorité à laquelle la Croix Rouge donnerait des informations sur le traitement des prisonniers est le pays qui détenait ces prisonniers.

La Croix Rouge a aussi clairement expliqué, dans une réponse écrite à mes questions, que « lorsqu'un risque a été identifié avant le transfert d'un détenu, ce transfert ne peut pas avoir lieu. Et ceci est valable indépendamment du fait que le CICR [Comité international de la Croix Rouge] rende visite par la suite aux prisonniers sur le lieu de détention ou non. »

En outre, ce qui était vrai pour Phil Goff en 2007 était aussi vrai pour Wayne Mapp en 2010. Comme un responsable de la Croix Rouge me l'a affirmé : « Il n'existe pas de convention entre le CICR et le gouvernement de Nouvelle-Zélande ou la FDNZ en ce qui concerne les questions relatives à la détention des prisonniers. »

Les responsables de la Croix Rouge en Afghanistan ont très clairement expliqué cela à Wayne Mapp.

LA GUERRE C'EST L'ENFER, dit-on, et personne ne dira le contraire. Mais le gouvernement n'a jamais indiqué que l'observation de contraintes juridiques est trop difficile dans le théâtre des hostilités. Au contraire, quel que soit leur bord politique, nos ministres ont tous fait le même type de déclarations publiques. Wayne Mapp a déclaré au comité parlementaire en juin dernier : « Les Néo-zélandais veulent avoir la possibilité de voir, et la Force de défense veut voir que nous respectons tous les principes du droit international ainsi que toutes nos responsabilités juridiques. »

Le premier ministre a affirmé au cours d'une conférence de presse tenue le 16 août dernier : « Quand la Nouvelle-Zélande se trouve en situation de devoir détenir un insurgé ou quelqu'un en Afghanistan, alors nous respectons les obligations internationales reconnues et les directives de la convention de Genève. Il s'avère, jusqu'à maintenant, durant toute cette récente période où nous avons été au gouvernement, que nous n'avons en fait détenu aucune personne. Mais si ça avait été le cas, nous aurions honoré ces conventions. »

J'avais demandé un peu plus tôt à Jerry Mateparae, dans une requête OIA officielle, des détails sur toute éventuelle évaluation faite par la FDNZ de la volonté et la capacité des autorités afghanes à traiter les prisonniers décemment. Après une attente de six mois, il m'a répondu que la FDNZ avait rassemblé des informations publiquement disponibles, reçu des informations de la FIAS, et contrôlait la situation. Sans donner plus de précisions.

Quand on lui a demandé si la FDNZ vérifiait des informations à propos de personnes que les SAS avaient détenues ou aidé à arrêter, il a fourni cette réponse depuis devenue un classique: bien que les soldats SAS se soient trouvés sur les

lieux lors d'arrestations effectuées par les forces de sécurité afghanes, « aucun membre des SAS néo-zélandais n'a détenu ou arrêté un quelconque prisonnier en Afghanistan. »

John Key a répété exactement cela publiquement lors de la conférence de presse du 16 août : « Si Jerry Mateparae nous dit qu'ils [les SAS] ne sont pas impliqués dans les arrestations, c'est qu'ils ne sont pas impliqués dans les arrestations. »

Interrogé alors plus spécifiquement sur les propos du commandant de l'unité CRU qui déclarait que les soldats SAS étaient « très, très impliqués », John Key a répondu : « Et bien, je crois Jerry Mateparae. »

JUSTE QUELQUES SEMAINES AUPARAVANT, les SAS étaient en mission dans la province de Wardak avec l'unité CRU et l'Armée nationale afghane (ANA), lorsqu'ils ont été pris dans un échange de tirs avec des insurgés talibans. Trois soldats de l'ANA ont été tués et le commandant de l'ANA blessé avant que les SAS ne demandent une frappe aérienne. Un combattant taliban s'est enfui à pied mais a été rattrapé par des membres des SAS qui l'ont remis à l'unité CRU, qui eux-mêmes l'ont remis à l'ANA. Il a été si sévèrement maltraité qu'il a eu la main cassée. Le commandant de l'ANA a alors ordonné qu'il soit attaché à l'arrière d'un de leurs véhicules pour être trainé par terre sur une route en gravier jusqu'à leur base à plus de 100km de là.

En réalisant ce qui allait se passer, les SAS sont intervenus et ont insisté pour que l'unité CRU prenne le prisonnier en charge. Ce dernier a été ramené à Kaboul en camion, vivant.

Cependant, il a été ensuite remis aux hommes du Directoire national de la sécurité afghane (le NDS).

Le NDS a une réputation des plus redoutables. La Haute Cour de justice de Londres a entendu de nombreux témoignages à propos de centaines de prisonniers transférés au NDS par les militaires britanniques entre 2006 et 2007 et qui ont été torturés. Parmi ces allégations figuraient « 66 cas de torture perpétrés à Kaboul et faisant état d'amputation de membres, de chocs électriques, de privation de sommeil, de nourriture et d'eau, de passages à tabac à l'aide de tringles et de câbles, de brûlures », et de décès.

La cour a interdit aux forces britanniques de transférer des prisonniers au NDS à Kaboul. Il n'y a pas que les insurgés qui subissent la dure loi du NDS. L'organisation porte un intérêt particulier à tout individu ou groupe jugé être une menace pour l'état, comme les défenseurs du droit des femmes, les médias, et certains ont déjà été victime de persécution, d'arrestation arbitraire et de torture.

J'ai questionné Wayne Mapp en août 2010 au sujet des détenus des SAS et de l'unité CRU remis au NDS, et au départ il m'a répondu qu'il n'était « pas particulièrement » au courant. Mais il m'a ensuite rappelé après avoir vérifié auprès de la FDNZ et m'a déclaré : « Il est probable, en effet, que certains le sont [remis au NDS]. »

Interrogé le lendemain matin sur la possibilité qu'ils aient été torturés, il a répondu : « On ne peut pas écarter cette possibilité. »

Mr Mapp a reconnu que le fait que le gouvernement ait mis les SAS dans une situation où cela puisse se produire était « vraiment préoccupant. » Il a affirmé avoir demandé une enquête et a promis de rendre les résultats publics.

L'homme chargé de cette enquête est Kevin Riordan, le directeur des services juridiques de la FDNZ. Près de neuf mois après cette promesse, Mr Mapp n'a toujours pas rendu public le rapport de Mr Riordan.

LA RÉTICENCE DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE à s'opposer aux États-Unis et, plus récemment, à l'Afghanistan à propos des mauvais traitements infligés à leurs prisonniers peut être compréhensible sur le plan politique, mais continuer à leur remettre des détenus quand nous avons des preuves de ces mauvais traitements fait de nous des complices de ce crime.

Il est possible que les soldats des SAS, ainsi que les hommes politiques qui les commandent, soient un jour tenus pour responsables de ces actions. Le procureur général de la Cour pénale internationale, Luis Moreno Ocampo, effectue actuellement un « contrôle préliminaire » sur les atteintes aux droits de l'homme en Afghanistan. Il précise qu'il examinera les actions des forces militaires menées par les Américains ainsi que celles des Talibans.

Les propos de Moreno Ocampo rapportés dans les médias canadiens en février dernier précisent qu'il n'hésitera pas à poursuivre les gouvernements occidentaux qui refusent de reconnaître la responsabilité de leurs représentants. « Je poursuivrai quiconque relève de ma juridiction », a-t-il déclaré, avant d'ajouter : « Les mêmes règles s'appliqueront à tous. » Son équipe enquête en ce moment sur les militaires canadiens qui ont remis des prisonniers au NDS.

Une de mes sources au ministère de la Défense m'a déclaré que la FDNZ observe la situation juridique au Canada très attentivement. « Ils ont peur que la même chose puisse se produire ici. »

La possibilité d'un procès civil existe aussi. Au Danemark, un prisonnier qui avait été maltraité après avoir été remis aux Américains à Kandahar par les forces spéciales danoises a porté plainte contre le gouvernement danois. Les anciens soldats et les soldats en service ont été tenus de témoigner.

## **6 Le raid sur Tiger International**

À 00h30 LA VEILLE de Noël 2010, les SAS ont lancé un raid sur le siège social de Tiger International à Kaboul. Tiger est une société afghane qui fournit du matériel aux forces militaires menées par les Américains, comme des voitures blindées.

Les employés de Tiger affirment qu'ils n'ont pas tiré. Barialy, le premier des gardes à s'être trouvé face aux soldats, m'a raconté qu'il a hurlé : « Qui êtes-vous ? » dans sa langue, avant de se faire tirer dessus, à deux reprises, à une distance d'environ dix mètres. La première balle l'a manqué ; la seconde lui a percé le lobe de l'oreille droite. Un autre garde, Hamid, été touché à l'épaule et dans son gilet pare-balles, et Barialy l'a aidé à se mettre à l'abri. Deux autres gardes, Mubin et Sadiq, ont été tués.

Les employés de Tiger se sont alors réfugiés dans un bureau à l'étage. Ils racontent que trois hommes barbus en uniforme sont entrés et les ont arrêtés.

La police de Kaboul est arrivée sur les lieux quelques minutes après le raid, mais un des chefs de la police m'a raconté que les SAS les ont empêchés d'entrer dans les bureaux de Tiger. Des officiers du NDS sont aussi arrivés sur les lieux et ont pu finalement entrer. Les SAS ont remis leurs prisonniers aux hommes du NDS qui les ont reconnus, se sont portés garants pour eux, et les ont immédiatement libérés. Il était environ 3h 30 du matin.

Les hommes du NDS ont dit à Nawid Shah Sakhizada, le propriétaire de Tiger, que les soldats faisaient partie des forces spéciales néo-zélandaises. Mohammad Haris, le directeur des ventes de Tiger, affirme que les soldats des SAS se sont excusés en déclarant : « Nous n'avons rien trouvé. Il s'agit d'un malentendu. Les informations dont nous disposons indiquaient qu'il nous fallait venir ici. Nous n'avons pas voulu tout cela, tuer ou blesser des gens, mais c'est arrivé. Nous sommes désolés. »

Mais dans les jours qui ont suivi, la FIAS a laissé entendre que des terroristes avaient été arrêtés et que des preuves compromettantes avaient été découvertes dans les bureaux de Tiger.

DANS UNE DÉCLARATION DATÉE du 14 janvier, trois semaines plus tard, le chef de la FDNZ, Jerry Mateparae, déclarait que le raid avait été mené sur la base de « renseignements crédibles » qui avaient été transmis au gouvernement afghan, et que les SAS avaient mené ce raid « en équipe » avec l'unité d'intervention d'urgence, la CRU.

Il a ajouté que « des informations corroborant les renseignements reçus au préalable avaient été trouvées sur les lieux, ce qui confirmait la nécessité de cette opération. » Les responsables de la FIAS avaient déclaré qu'ils étaient « plus que satisfaits par le comportement approprié des SAS néo-zélandais durant l'opération », tout comme l'était, d'après ses déclarations, Mr Mateparae.

Ce dernier n'a pas expliqué pourquoi, en dépit des informations compromettantes trouvées, les détenus avaient été relâchés sans être inquiétés, et s'étaient vu restituer leurs armes, sans même être interrogés. Pas plus qu'il n'a abordé la question de la raison pour laquelle la CRU, soi-disant partenaire des SAS durant l'opération, n'avait détenu les suspects. C'est ainsi que la politique des SAS se trouvant « sur les lieux » est censée fonctionner.

Les employés de Tiger déclarent que jusqu'à ce que la police et le NDS n'apparaissent plus d'une heure après le début du raid, ils n'ont vu aucun afghan avec les SAS, ni soldat, ni interprète. J'ai interrogé plusieurs d'entre eux à maintes reprises à ce sujet. Mohammad Haris affirme qu'il y avait un afghan sur les lieux. Il s'agit d'un colonel qui est resté assis à l'extérieur, dans un véhicule, tout au long de l'opération.

IL EST DIFFICILE de ne pas penser que l'attaque sur les bureaux de Tiger International fut en réalité une opération menée par les SAS uniquement, durant laquelle ils ont arrêté quelques prisonniers, et les ont ensuite remis au NDS.

Il est aussi difficile de ne pas penser que si ces prisonniers n'avaient pas été identifiés par les hommes du NDS, ils auraient très probablement été emmenés et torturés.

Si c'est le cas, cela révèle que les SAS en Afghanistan opèrent, tout comme en mai 2002, au mépris de leurs propres règles. Et cela contredit la version officielle avancée par le ministre de la défense Wayne Mapp, le premier ministre John Key et l'homme qui est sur le point de devenir notre nouveau gouverneur général, Jerry Mateparae.

Les conséquences de tels actes sont lourdes. Des innocents sont en danger. La mission qui vise à contrer le terrorisme grandissant en Afghanistan contribue, au moins en partie, à fabriquer de plus en plus d'ennemis au sein de la population afghane. On demande à nos soldats d'agir de manière illégale, et cela les expose à des poursuites criminelles.



Les questions qui se posent sont les suivantes : À quel niveau la supercherie opère-t-elle ? La mission des SAS en Afghanistan trompe-t-elle la FDNZ ? La FDNZ ment-elle au gouvernement ?

Ou bien sont-ils tous conscients de ce qui se passe, ne font rien pour l'empêcher, et regardent fixement droit devant en prétendant ne rien voir qui cloche, les yeux grands fermés ?